

Gravissimes propositions de Macron : Marine interdite, souveraineté et liberté d'expression mortes

écrit par Christine Tasin | 5 mars 2019

Le chef de file des libéraux au Parlement européen applaudit

Outre celui de nombreux élus et responsables de la majorité présidentielle, la lettre européenne d'Emmanuel Macron a obtenu le soutien, à l'étranger, de l'eurodéputé et président du groupe ADLE (libéraux-démocrates) au Parlement européen, Guy Verhofstadt.



Ce qui se passe est grave, très grave, pour la démocratie et la liberté d'expression. Et la souveraineté nationale. Merci à Marcher sur des oeufs qui nous a signalé l'article de RT.

Démocratie et liberté d'expression ?

En interdisant le financement des partis par l'étranger, Macron interdit à Marine de se présenter

Chacun sait qu'aucune banque n'accepte de financer le RN et que Marine est obligée d'emprunter aux banques étrangères. Or, elle emprunte de l'argent, sur lequel elle paye des intérêts, elle n'est évidemment pas financée par l'étranger. Mais si l'on lit attentivement les dernières idées de Macron sur l'Europe et la lutte contre "la protection des démocraties" et "la lutte contre la haine", il est clair que Marine et tous ceux qui sont classés par Macron et les censeurs du net à l'extrême-droite est visée.

Et voilà comment on sort le FN/RN de l'arène politique française.

1°).- Sa présidente en jugement (on se doute du verdict, une condamnation qui sera répétée sans cesse pour la salir, voire l'asile d'aliénés ou une reconnaissance médicale d'incapacité mentale à exercer la politique ? Cela paraît fou, mais ils sont capables de tout. De tout.

2°).- Appliquer 2 éléments du "plan européiste macronien" :

Pas de financement possible et interdiction de tenir des propos avec lesquels Macron ne serait pas d'accord (discours étiquetés de haine et de violence). La mort pour le FN mais aussi, bien sûr, pour les sites résistants. La mort pour la liberté d'expression. La mort pour la démocratie. La mort pour la France, donc.

L'interdiction du «financement des partis politiques européens par des puissances étrangères». Emmanuel Macron propose également la création d'une «agence européenne de protection des démocraties», chargée de protéger les élections dans chaque Etat-membre des «cyberattaques» et «manipulations». «**Nous devons bannir d'internet, par des règles européennes, tous les discours de haine et de violence»**, plaide le chef de l'Etat dans une tribune publiée à deux mois du scrutin européen.

<https://français.rt.com/france/59683-emmanuel-macron-veut-conseil-securite-et-preference-nationale>

Sous le prétexte de protéger la démocratie, Macron veut carrément interdire ce qu'il appelle les "discours de haine", soit interdire tous les discours s'opposant à l'immigration et à l'islam.

C'est une dictature européenne absolue qu'il a proposée hier.

Ce que Macron appelle des discours de haine et de violence est déjà dénoncé et réprimé en France comme nulle part ailleurs. Loi Gayssot, loi Pleven, sans parler des hyènes du net qui font la chasse au moindre point d'exclamation ambigu.

Mais cela ne suffit pas, il faudrait étendre ce bouclier anti-populiste, anti-lépreux, anti-gilets jaunes à toute l'Europe.

Macron le diabolique fait des propositions qui, si elles sont acceptées, transféreront à Bruxelles TOUTE notre souveraineté, TOUTES nos compétences.

Il est évident que cette proposition, moins de 3 mois avant les européennes, est destinée à rassurer l'électeur lambda, de plus en plus critique sur l'UE en faisant croire à des "réformes" de l'UE et à le rassurer sur Macron, l'encourageant ainsi à voter pour la liste LREM le 26 mai prochain.

Récapitulons :

La mise en place d'un «Conseil de sécurité européen associant Le Royaume-Uni», pour préparer les «décisions collectives» de l'Union européenne dans le domaine de la défense. De Gaulle doit se retourner dans sa tombe.

Le Traité d'Aix-la-chapelle avait préparé cela, une alliance obligatoire France et Allemagne les obligeant à avoir les mêmes décisions, à avoir les mêmes pratiques. Dorénavant Macron veut que NOTRE défense nationale n'existe plus, qu'il n'existe plus qu'une défense européenne, soumise aux décisions d'un Conseil de Sécurité. Avec ce genre de choses, on n'aurait pas pu dire non, par exemple, à la guerre en Irak... De Gaulle s'en retourne dans sa tombe.

La remise «à plat [de] l'espace Schengen» afin de rétablir «la liberté en sécurité».

La liberté de qui, de quoi ? Remettre à plat ? Quelles idées

pernicieuses se cachent là-dessous ? Naturellement les âmes simples croiront, les imbéciles, que Macron veut revoir les frontières, ce dont il est incapable puisqu'il veut vraiment faire disparaître toute frontière à l'intérieur de l'Europe. Il n'est, pour lui qu'une seule frontière, celle de l'Europe.

Et quand il veut rétablir la liberté, c'est, forcément, la liberté de circuler, d'entrer chez nous... Il faut que l'immigration soit facilitée, et qu'elle soit sûre. Idée d'aller chercher les migrants de l'autre côté de la Méditerranée ? Il l'avait déjà proposé l'année dernière.

«Réformer» la politique de concurrence en vigueur dans l'UE et instaurer une préférence européenne

On ne veut pas une préférence européenne, on veut une préférence française, on ne veut pas que les industriels allemands qui emploient des migrants payés 1 euro de l'heure concurrencent nos entreprises.

Mettre des barrières aux frontières de l'UE ? Il se paie notre tête. C'est interdit par Bruxelles, au nom de la concurrence libre et non faussée.

Sanctionner ou interdire en Europe les entreprises qui portent atteinte à nos intérêts stratégiques et nos valeurs essentielles»

Quand Macron parle de ses valeurs, ça pue le goulag. Notons les contradictions, il n'y a plus, avec son plan, d'indépendance de la France, dans aucun domaine et il nous parle de nos intérêts stratégiques. Il est clair que des entreprises qui feraient de la discrimination, qui n'auraient pas leur quota de voilées et de barbus sont dans le collimateur.

Une police des frontières commune et un office européen de l'asile, des obligations strictes de contrôle, une solidarité européenne à laquelle chaque pays contribue, sous l'autorité

d'un Conseil européen de sécurité intérieure».

Ça c'est pour les lépreux comme Orban, obligation de prendre sa part des migrants, obligation d'obéir à un organisme supranational européen... La mort de toute souveraineté, la mort des murs et barbelés que l'Europe centrale ou de l'Est installe.

L'instauration d'un «bouclier social» européen qui garantirait notamment la «même rémunération sur le même lieu de travail». «L'Europe, où a été créée la sécurité sociale, doit instaurer pour chaque travailleur, d'Est en Ouest et du Nord au Sud, un bouclier social», estime le chef de l'Etat, évoquant une «même rémunération sur le même lieu de travail et un salaire minimum européen, adapté à chaque pays

Un salaire minimum européen adapté à chaque pays... ça va être beau, le smic sur la base du smic allemand ou polonais... Quant au reste, la loi impose déjà la même rémunération sur le même lieu de travail en France, une entreprise ne peut pas payer les uns au smic français et les autres au smic hongrois. Par contre il n'évoque pas le fait que les travailleurs détachés prennent nos emplois, l'employeur payant les charges sociales au pays d'origine, il a donc intérêt à employer des travailleurs venus de l'est... Ça c'est fait pour protéger les autres aux dépens des nôtres.

La création d'une «Banque européenne du climat» pour financer la transition écologique.

Et des taxes de plus pour financer un organisme coûteux de plus pour l'imposture écologique.

Evidemment les européistes et autres dictateurs ultra-libéraux applaudissent, d'autres voient clair :

Le chef de file des libéraux au Parlement européen applaudit

Outre celui de nombreux élus et responsables de la majorité présidentielle, la lettre européenne d'Emmanuel Macron a obtenu le soutien, à l'étranger, de l'eurodéputé et président du groupe ADLE (libéraux-démocrates) au Parlement européen, Guy Verhofstadt.



Au sein de l'opposition française, Yann Brossat, tête de liste communiste aux européennes, ironise sur Twitter : «Macron s'érige en chef de file d'une "Europe qui protège". Qui peut croire qu'un Président qui nous précarise en France va nous protéger en Europe ?»



De son côté, Nicolas Dupont-Aignan, président de Debout la France, fatigue de «belles déclarations» qui selon lui cachent des mesures creuses, bureaucratiques ou dangereuses.



La seule question qui vaille est celle-ci : s'agit-il d'un

programme pour sa liste aux Européennes ou bien va-t-il, avec ses co-dictateurs Juncker et Merkel travailler à mettre cela en oeuvre avant les élections ?